

# CONjoncture EUropéenne et Régionale



**iéseg**  
SCHOOL OF MANAGEMENT  
LILLE - PARIS

I&S Industries  
& Services

Numéro 025

Achévé de rédiger le 18 mars 2010

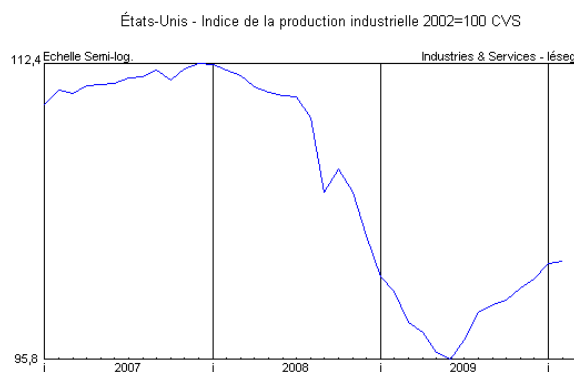
## MONDE : Surchauffe chinoise

L'activité mondiale demeure tirée par l'**Asie**, comme le souligne la progression de +40% en glissement annuel des exportations américaines à destination de ce continent. Pratiquement tous les pays participent au mouvement, dont la principale impulsion est donnée par la **Chine**. Soutenue par un effort d'investissement exceptionnel, la production industrielle chinoise a retrouvé son rythme annuel de progression de +18% antérieur à la crise. Cette croissance échevelée comporte de nombreux risques, notamment l'apparition de surcapacités. Des bulles pourraient éclater, affectant les secteurs bancaire et immobilier. En même temps, les capacités excédentaires constituent une menace pour les autres économies, d'autant que les exportateurs chinois continuent de bénéficier d'un yuan largement sous-évalué. Dans un contexte de surchauffe, en particulier dans l'immobilier, les autorités ont annoncé un relèvement des taux de réserves obligatoires des banques. La hausse des prix à la consommation reste toutefois contenue : +1,5% sur douze mois en janvier.

Aux **États-Unis**, la croissance de +5,9% l'an observée au cours du quatrième trimestre 2009 ne sera probablement pas rééditée au début de cette année, mais les indicateurs mensuels disponibles témoignent de l'affermissement de la reprise, en particulier dans le secteur industriel. La production manufacturière s'est redressée de +0,9% en janvier et de +0,1% en février. Le rebond par rapport au point bas de juin 2009 atteint désormais +5,4%. Le retournement est plus tardif mais plus régulier qu'en Europe. La reprise commence à se diffuser aux services.

L'expansion américaine est tirée par la forte atténuation du déstockage mais aussi par les exportations et plusieurs composantes de la demande intérieure. Les ventes à l'étranger ont progressé au rythme annuel de +20% au second semestre 2009, soutenues par les ventes à l'Asie et la sous-évaluation du dollar envers de nombreuses

devises, dont au premier rang l'€uro. Du côté de la demande interne, la première satisfaction vient des dépenses des ménages. La consommation, qui s'était effondrée au second semestre 2008, est en passe de retrouver son record antérieur grâce à une bonne performance en janvier. Le redressement des investissements en logements est plus lent et incertain, malgré l'ampleur de la chute qui a précédé. Enfin, les perspectives plus favorables tant aux États-Unis qu'à l'étranger entraînent un rebond des investissements en biens d'équipement, appelé à se poursuivre compte tenu de la meilleure orientation des commandes.



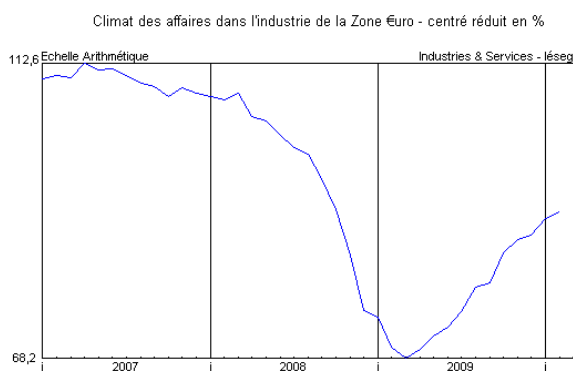
Source : Board of Governors of the Federal Reserve System

Ce sentiment plus positif sur la croissance américaine, illustré par la révision en hausse des perspectives de la Réserve fédérale, n'entraîne pas d'inquiétudes sur une résurgence de la hausse des prix. L'inflation sous-jacente, qui se situe actuellement à +1,4%, ne devrait pas rejoindre la barre des +2% d'ici à fin 2011. En revanche, la dégradation des comptes publics constitue un vrai défi. La perspective d'un déficit des administrations encore proche de 10% du PIB en 2011 (9,4% selon l'OCDE) ne peut qu'entraîner une dérive rapide de la dette publique. La prise de conscience de cet enjeu se manifeste dans de nombreux domaines, comme dans celui de la santé où les dernières propositions gouvernementales mettent l'accent sur la réduction des coûts pour le budget fédéral.

## EUROPE : Reprises sélectives

Le PIB de la zone Euro, qui avait chuté de -5,2% entre le premier trimestre 2008 et le printemps 2009, s'est modestement redressé de +0,4% au second semestre. De ce fait, la baisse de l'activité en moyenne annuelle ressort à -4,1%, nettement plus que les -2,4% observés aux États-Unis mais un peu moins que les -5,1% constatés au Japon. En réalité, la situation conjoncturelle diffère sensiblement selon les économies. Parmi les grands pays, la France et l'Allemagne engagent une reprise, leur PIB augmentant de respectivement +0,8 et +0,7% au cours du second semestre. La progression atteint seulement +0,4% en Italie, qui a connu une rechute en toute fin d'année. La situation espagnole devient franchement inquiétante puisque l'activité s'est encore contractée de -0,4%.

L'activité est seulement soutenue par l'atténuation du **déstockage** et le redressement des **comptes extérieurs**. Malgré l'impact des mesures d'incitation à l'achat d'automobiles mises en œuvre dans plusieurs pays au second semestre, la **consommation** des ménages continue d'osciller autour d'une horizontale. D'autre part, les **investissements** sont seulement stabilisés à l'issue d'une contraction de près de -15%.



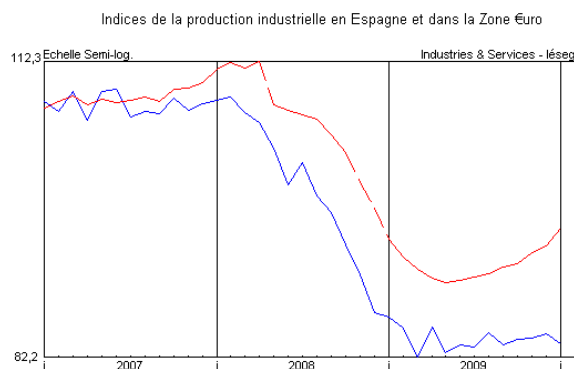
source : Insee et Eurostat

Les enquêtes auprès des chefs d'entreprise suggèrent que la reprise s'affirmera au premier semestre 2010, mais l'hétérogénéité persistante entre les performances nationales suscite des craintes, car le retard de certains pays pourrait différer l'émergence d'une reprise auto-entretenu. Les prévisions intérimaires de la Commission Européenne tablent sur une croissance de +0,7% en 2010, tant pour la zone Euro que pour l'UE27, s'accompagnant d'un taux d'inflation contenu, respectivement, à +1,1% et +1,4%

La faiblesse de l'activité européenne rend d'autant plus difficile l'assainissement des **finances publiques**. Selon les dernières perspectives de la Commission européenne, l'endettement de la zone euro s'établirait à 88,2% du PIB en 2011 en regard de 66% avant la crise. Plusieurs économies sont

confrontées à de fortes dérives, notamment la Grèce dont la dette atteindrait 135% du PIB à la fin de l'année prochaine. Mais aussi l'Irlande où la dégradation s'accroît très rapidement : 96% du PIB attendue en 2011 contre 25% en 2007 et 64% en 2009. Sans oublier l'Espagne, le Portugal ou l'Italie dont la dette dépasse le PIB depuis longtemps. Ces situations imposent de sévères mesures d'austérité, mais leur mise en œuvre est délicate car elle est susceptible d'hypothéquer des reprises naissantes.

En **Espagne**, le volume du PIB a diminué de -0,6% l'an fin 2009 après -1,1% pendant l'été, de sorte qu'il est inférieur de -4,7% à son niveau d'avant la crise. Ce mouvement s'explique à la fois par la poursuite de la chute de l'activité dans le secteur de la construction ainsi que par le repli de la consommation publique, le premier depuis 1997.



source : Eurostat, 2005=100, en bleu : Espagne - en rouge : Zone Euro. Données corrigées des variations saisonnières/

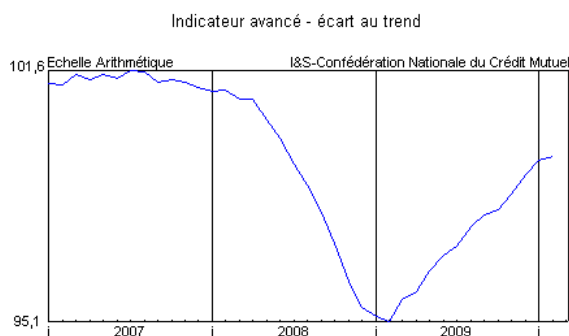
Les investissements en logements continuent de se contracter (-18% l'an au quatrième trimestre). La correction des deux dernières années a été si brutale qu'elle a effacé la progression enregistrée tout au long de la décennie passée. En revanche, la consommation des ménages s'est redressée de +1,4% l'an en dépit de conditions toujours difficiles sur le marché du travail. L'emploi total a ainsi fléchi de -0,9% chacun des deux derniers trimestres, notamment sous l'effet de la poursuite du recul observé dans la construction et l'industrie. Fin 2009, le glissement annuel des effectifs dans ces deux secteurs s'inscrivait respectivement à -18,2 et -12%.

Les investissements des entreprises en biens d'équipement sont repartis à la hausse à partir de la mi-2009. Pourtant, les perspectives à horizon des prochains mois sont peu encourageantes, l'indice PMI des directeurs d'achat dans l'industrie demeurant sous le seuil d'expansion de l'activité : 49,1 en février après 45,3 en janvier.

La Commission Européenne estime que le PIB Espagnol devrait encore baisser de -0,6% en 2010.

## FRANCE : Le redressement de l'activité peine à s'amplifier

La chute de l'activité jusqu'au début 2009 a d'abord laissé place à un redressement modéré, le **Produit Intérieur Brut** progressant seulement de +0,2% au deuxième trimestre puis de +0,3% au troisième. En fin d'année, le rythme s'est accéléré à +0,6%, surtout grâce au ralentissement du déstockage qui a apporté +0,9 point à la croissance, la plus forte contribution enregistrée depuis vingt-cinq ans. Il s'agit d'un effet de rattrapage puisque, au cours de l'été, la contraction des stocks continuait de s'amplifier dans notre pays alors qu'elle s'interrompait chez nos voisins européens (-0,1 point de contribution en France contre +0,5 point en zone euro). L'évolution par branche indique que le repli des inventaires s'est ralenti pour les biens intermédiaires et est quasiment stoppé pour les biens d'équipement, alors qu'il reste vif dans les deux autres branches manufacturières.

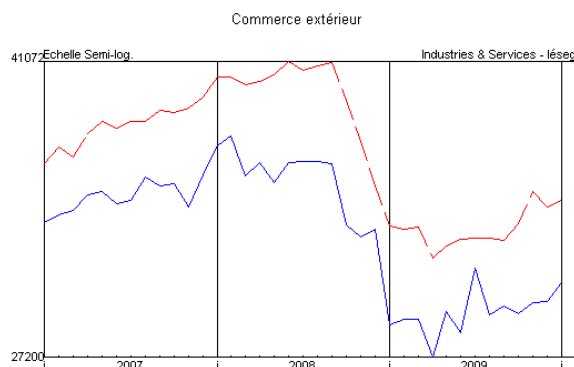


source : Confédération Nationale du Crédit Mutuel

Le climat conjoncturel dans les **services** s'est stabilisé et les perspectives formulées par les chefs d'entreprise indiquent la poursuite d'une tendance de légère augmentation de l'activité dans les prochains mois. Dans l'**industrie**, l'activité a également progressé dans la branche des biens intermédiaires. Les carnets de commandes dans les biens d'équipement et dans les biens intermédiaires se regarnissent un peu, mais demeurent toujours insuffisants. Les **créations d'entreprises**, hors auto-entrepreneurs, ne parviennent toujours pas à redécoller.

La performance de la **consommation** (+0,9% au quatrième trimestre) a également soutenu l'activité mais s'explique surtout par la vigueur des achats d'automobiles avant la réduction programmée des aides gouvernementales. En effet, dans le même temps, l'emploi marchand a de nouveau reculé (-20.400 en un trimestre, après -79.800 au cours de l'été dernier) et l'augmentation du salaire mensuel de base se tempère à +1,9% sur un an contre plus de +3% fin 2008, tandis que la hausse des prix à la consommation s'accélère (+1,3% en février). De leur côté, les **investissements** en logements ont encore baissé de -2,7% pendant les trois derniers

mois de 2009 après -2,3% pendant l'été, de sorte qu'ils sont désormais inférieurs de plus de -14% à leur niveau du début 2008.



source : Direction générale des douanes et droits indirects, millions d'euros, données estimées CVS-CJO. Exportations en **bleu**, importations en **rouge**

Le volume des **exportations** s'est raffermi de +0,5% en fin d'exercice après +1,8% pendant l'été, en dépit de la baisse des ventes de services pour le sixième trimestre consécutif. En moyenne annuelle, les exportations de marchandises ont chuté de -17,3% en Euros, la réduction des ventes à l'étranger étant principalement due à la demande européenne. Parallèlement, les **importations** affichent une hausse de +3,3% au quatrième trimestre, tirées par les achats d'automobiles (+13% après +12,5% au troisième trimestre).

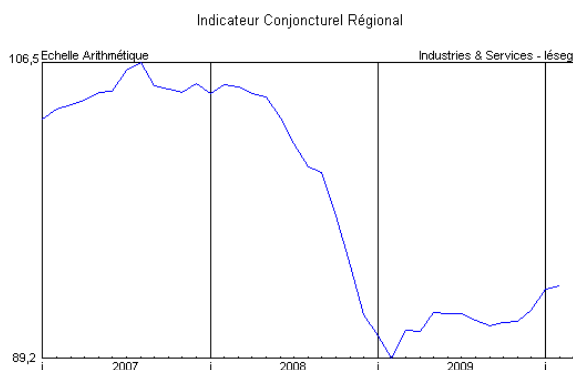
En revanche, les **investissements des entreprises** non financières restent mal orientés, diminuant de -0,8% fin 2009. Selon les chefs d'entreprise interrogés par l'Insee, les investissements dans l'industrie devraient progresser de +4% en valeur en 2010 en regard d'une chute d'un quart l'année dernière.

Le gonflement prévisible de l'**endettement public** est moins inquiétant que dans d'autres économies européennes, mais il constitue un enjeu déterminant pour la politique économique au cours des prochaines années. La dette, qui avait été stabilisée vers 64% du PIB en 2006-2007, est montée à 67,4% en 2008, puis à 77,4% en 2009 selon la dernière estimation du gouvernement. Les prévisions pour les années à venir sont assez proches, qu'elles émanent des autorités françaises ou de la Commission européenne. Malgré un scénario volontariste de retour à un déficit de 3% du PIB en 2013 en regard de 8,2% en 2010, la prévision gouvernementale conduit à une dette de l'ordre de 87% du PIB à horizon de la prévision. Ceci entraînera un gonflement du versement des intérêts, renforcé par l'inévitable hausse des taux.

## NORD-PAS DE CALAIS : Des progrès toujours modestes

### ORIENTATIONS GENERALES

Selon les éléments réunis jusqu'au 18 mars, l'amélioration de l'Indicateur Conjoncturel Régional Industries & Services-léseg pour le mois de janvier se confirme mais reste fragile. L'activité industrielle peine en effet à repartir alors que tous les éléments relatifs aux perspectives des industriels (pronostics personnels, carnets de commandes, stocks de produits finis) demeurent orientés favorablement. Les sous-indicateurs de la consommation des ménages et des échanges manquent toujours de dynamisme tandis que le sous-indicateur de l'emploi a marqué un arrêt dans sa dégradation.



Source : Industries & Services - léseg

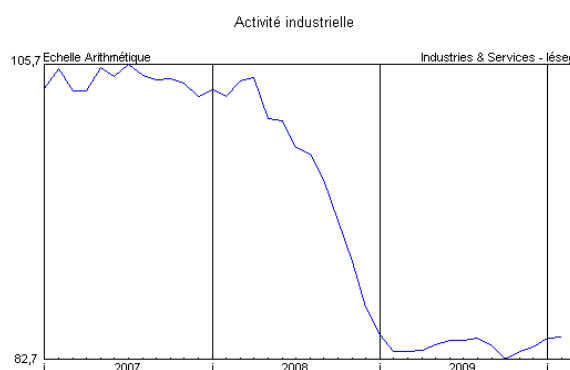
### ACTIVITE

**Industries agro-alimentaires** : La production s'est repliée en février après l'embellie du mois précédent. Le recul affecte presque tous les compartiments, mais le phénomène semble transitoire car les carnets de commandes sont toujours satisfaisants dans les industries des viandes, du lait et de la transformation du poisson. Ils demeurent cependant dégradés dans les autres compartiments. Dans l'ensemble, la demande se renforce mais les stocks de produits finis sont encore un peu supérieurs aux besoins. Une légère progression est attendue pour les prochains mois.

**Biens intermédiaires** : L'activité s'est inscrite en hausse, en lien avec le flux des nouvelles commandes reçues, car les stocks de produits finis sont désormais maintenus à la normale et parfois même un peu insuffisants en chimie de base, en plasturgie, ou dans la fabrication de produits métalliques. Cependant, les plans de charge n'ont toujours pas retrouvé leur équilibre, la transformation des matières plastiques est le seul secteur à les trouver consistants, tandis que la parachimie les trouve tout juste corrects. Les prévisions d'activité pour les prochains mois oscillent désormais entre une pause, ce qui est le cas des papiers et cartons et du travail des métaux et la poursuite de la reprise entamée depuis plusieurs mois. Deux secteurs restent cependant

prudents pour le court terme : la fabrication de produits métalliques et l'industrie des composants électriques et électroniques.

**Biens d'équipement professionnel** : Le niveau de la production a du mal à se maintenir dans ce compartiment en raison de la faiblesse croissante de la construction mécanique où les commandes stagnent. Dans le matériel ferroviaire, le flux des commandes est venu conforter des carnets de commandes déjà très consistants. Les cadences des fabrications y seront renforcées. Les plans de charge ont été reconstitués dans les équipements électriques et électroniques et permettront de stabiliser les volumes produits.



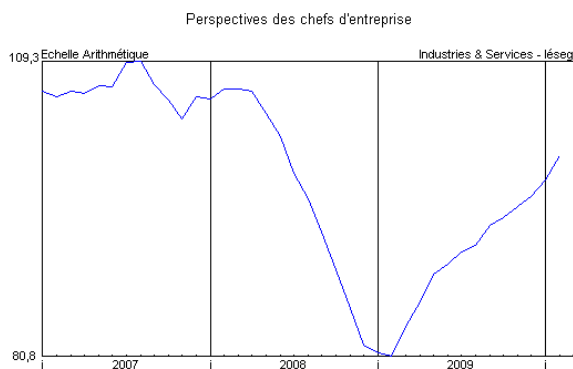
Source : Industries & Services - léseg

**Industrie automobile** : L'activité est demeurée dynamique. Chez les assembleurs, l'augmentation a été moins rapide qu'en janvier et les stocks sont demeurés normaux. Les carnets restent faibles et se reconstituent lentement sous l'effet d'une augmentation modérée de la demande. Les prévisions sont modérément optimistes. Chez les équipementiers, la production a été soutenue mais un repli de la demande a déséquilibré les plans de charge. Par conséquent, un ralentissement des cadences est désormais envisagé.

**Biens de consommation** : Le redressement du volume des fabrications s'est poursuivi de manière toujours modérée. La branche "pharmacie, parfumerie et produits d'entretien" connaît cependant une expansion redevenue très rapide avec un renouvellement régulier de la demande et des plans de charge confortables. La situation semble être parvenue à retrouver son équilibre dans la confection, alors que les fabricants des équipements du foyer restent moroses en dépit de meilleures dispositions de la demande. Pour leur part, les industries graphiques observent toujours un recul de leurs principaux paramètres, phénomène d'ailleurs partiellement conjoncturel.

**Construction** : Selon les statistiques du Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer relatives au secteur de la

construction ([Sit@del2](#)), les données cumulées portant sur les autorisations de bâtir de nouveaux logements sur la période février 2009-janvier 2010 montrent une variation de -7,1% dans le Nord-Pas de Calais par rapport à la même période 2008-2009, à comparer à une variation nationale de -19,5% (France métropolitaine). Pour leur part, les mises en chantier de la période février 2009-janvier 2010 ont varié, respectivement de -23,2% et de -14,8%. En ce qui concerne la construction neuve non résidentielle, l'évolution annuelle régionale des superficies autorisées a été de -24,8%, contre -13,9% en France métropolitaine, avec des variations concernant les mises en chantier de -42,8% et de -23,5% dans les deux territoires considérés.



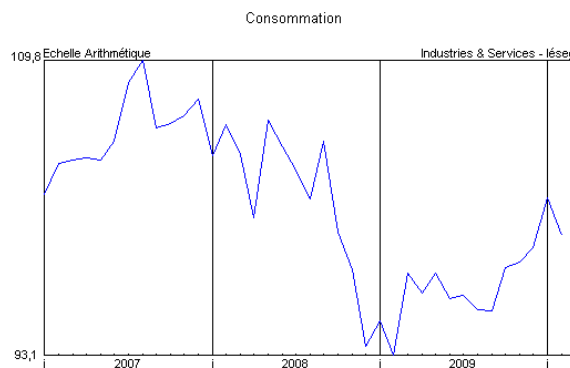
Source : Industries & Services - léség

**Services aux entreprises** : L'activité enregistre une légère amélioration. Celle-ci est nette dans les activités de nettoyage, toujours optimistes, et moins marquée dans le travail temporaire, où les perspectives sont plus nuancées. Le volume des prestations informatiques s'est renforcé, au prix de concessions tarifaires, alors que celui de l'ingénierie technique est resté stable mais ce secteur est parvenu à négocier des ajustements de tarifs qui renforceront les trésoreries. En revanche, le marché des agences de publicité s'est dégradé et le conseil pour la gestion et les affaires reste toujours inquiet sur son évolution de court terme.

## CONSOMMATION

La **consommation régionale** des ménages en produits industriels a marqué le pas en février. Les achats d'automobiles neuves ont encore augmenté à un an d'intervalle mais enregistrent un tassement par rapport au record de décembre. La fin de la période des soldes se ressent dans le commerce de détail, notamment dans les rayons des textiles et de l'habillement et ceux de la maroquinerie et des chaussures. Le volume des ventes de biens d'équipement du foyer (meubles, appareils ménagers, électronique grand public) ont eu tendance à stagner. Il en a été de même pour la librairie-papeterie. La Vente à Distance – dont le marché est national – est restée très mal orientée. Son chiffre d'affaires en volume a baissé de -4,3% à un an d'intervalle de -4,3% en janvier mais a

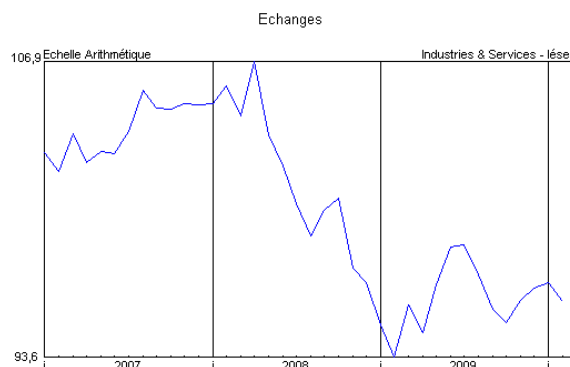
augmenté de -1,6% sur un mois. Dans le seul rayon textile-habillement, les variations ont été, respectivement, de +1% sur un an et de -9,6% sur un mois.



Source : Industries & Services - léség

## ÉCHANGES

Le volume total des expéditions de marchandises au départ de **Dunkerque** a accusé une baisse accentuée au mois de février, de -32% à un an d'intervalle. Celle-ci est due à la forte contraction des sorties de vracs liquides (-69%), et, pour les vracs solides (-70%), à l'absence d'exportations de charbons à destination de la Tamise et de céréales. Pour les "marchandises diverses", désormais la seule partie du trafic (environ 70% des tonnages sortis) qui participe à la construction de l'Indicateur Conjoncturel Régional, la progression est de l'ordre de +10%, dont +5% pour les rouliers et +16% pour les conteneurs, alors que les "tramps", composés principalement de produits sidérurgiques, enregistrent une légère amélioration.



Source : Industries & Services - léség

Connues partiellement jusqu'à février (les informations régionales ne sont toujours pas diffusées), les ventes de gazole, utilisées comme indicateur de l'évolution du **trafic routier** de marchandises, ont été un peu plus soutenues qu'en janvier. Les professionnels, interrogés dans l'enquête de conjoncture du secrétariat régional de la Banque de France portant sur ce même mois, confirment cette amélioration qui demeure cependant toujours fragile. Les immatriculations de **véhicules utilitaires légers** neufs s'inscrivent en

hausse alors que celles relatives aux **véhicules industriels** demeurent particulièrement déprimées.

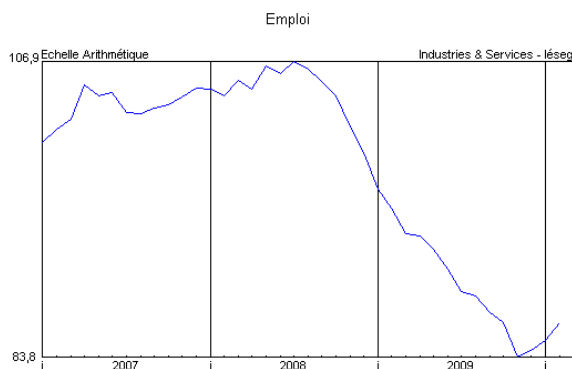
Le **trafic aérien de passagers** par l'aéroport de Lille-Lesquin a maintenu un taux de croissance soutenu en février (+7,7%). Les vols réguliers ont cependant baissé de -1,2%, soit -2,5% pour l'Union Européenne (espace Schengen, y compris les vols intérieurs), mais ils ont progressé +13,8% pour les vols internationaux. Toujours en période "creuse", les vols charters "vacances" ont encore augmenté de +180%.

## EMPLOI

En janvier, le nombre de **demandeurs d'emploi en fin de mois** dans la région a diminué de -1,4% par rapport à décembre pour la catégorie A (sans emploi avec actes positifs de recherche d'emploi), en hausse de +13,1% à un an d'intervalle. Les variations correspondantes, en France métropolitaine ont été, respectivement, de +0,7% et +16,1%. Dans les deux cas, la baisse mensuelle de décembre a été effacée. Pour l'ensemble des catégories A, B, C, l'évolution mensuelle régionale a été de +1,1%, contre +0,4% en France et de +13,4% contre +16,4% par rapport à janvier 2009. Sur un an, le chômage régional des hommes a progressé de +16% (+20,1% dans le pays) et celui des femmes de +10,5% (+12,9%). Pour les jeunes de moins de 25 ans, la variation est ressortie à +9% (contre +15,2%) et elle a été de +25,2% (contre +29,4%) en ce qui concerne les demandeurs d'emploi inscrits depuis un an et plus. Dans un cas comme dans l'autre, la durée moyenne du chômage ne cesse d'augmenter.

Les entrées à la suite de **licenciements économiques** (y compris les fins de conventions

de conversion, de PAP anticipés et de CRP) ont commencé à s'infléchir. Elles ont baissé de -6,8% sur un an et de -10,2% sur un mois (contre, respectivement, -17,4% et -16,6% en France). Au total, le flux des **entrées** à Pôle Emploi a augmenté de +7%, tandis qu'il progressait de +4% dans la France métropolitaine. Dans le même temps, le flux des **demandes d'emploi sorties** des listes progressait de +16,4% contre +18,1% dans le pays.



Source : Industries & Services - Iéseg

Le nombre d'**offres d'emploi** nouvelles collectées par Pôle Emploi a enregistré une nette remontée à un an d'intervalle, avec +26,2%, contre +16,4% en France métropolitaine. Par catégorie, les évolutions ont atteint +37,3% contre +18,7% pour les offres durables (plus de 6 mois), +23,7% contre +14,4% pour les offres temporaires (de 1 à 6 mois) et -3,9% contre +15% pour les offres occasionnelles (moins d'un mois). Si cela pouvait se confirmer dans les prochains mois, cela traduirait une meilleure confiance des entreprises dans leur politique d'embauches.

## MÉTHODOLOGIE

Les Indicateurs de **Conjoncture Européenne et Régionale** sont établis mensuellement par Industries & Services-Iéseg, sous la direction de François Milléquant et de Hassan El Asraoui. Ils reposent sur les informations communiquées par l'INSEE, l'OCDE, Eurostat, l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie, le COE-Rexecode, la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, ainsi que sur les données locales réunies ou établies par la Direction Régionale de l'INSEE, le Secrétariat Régional de la Banque de France, la Direction Régionale du Travail, des Relations Sociales et de la Solidarité, le Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer, le Comité Professionnel du Pétrole, l'Aéroport de Lesquin et le Grand Port Maritime de Dunkerque.

La reproduction totale ou partielle de ce document est soumise à l'approbation préalable d'Industries & Services-Iéseg. Les textes n'engagent que leurs auteurs.

REDACTION : Industries & Services (Équipe de recherche en Économie Industrielle et Régionale de l'Iéseg).

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean-Philippe Ammeux, Directeur de l'Iéseg School of Management Lille-Paris, 3 rue de la Digue, 59000 LILLE ☎ 33.(0)3.20.54.58.92. 📠 33.(0)3.20.57.48.55. – [www.ieseg.fr](http://www.ieseg.fr) - Membre de la Conférence des Grandes Écoles, de l'Université Catholique de Lille et du LEM (Lille Économie & Management), UMR CNRS 8179.

Pour joindre les rédacteurs :

Dr François Milléquant : [f.millequant@ieseg.fr](mailto:f.millequant@ieseg.fr) ou [francois.millequant@wanadoo.fr](mailto:francois.millequant@wanadoo.fr)

Dr Hassan El Asraoui : [h.elasraoui@ieseg.fr](mailto:h.elasraoui@ieseg.fr)

Les numéros les plus récents peuvent être consultés et téléchargés sur le site :

<http://www.ieseg.fr/espace-entreprises/industries-services/>